

Plus de 40 % des ménages franciliens vivant sous le seuil de pauvreté sont vulnérables

La vulnérabilité énergétique prend des formes multiples et touche particulièrement les ménages les plus modestes, avec des disparités marquées selon le territoire, l'âge et le statut d'occupation. Elle est étroitement liée à la pauvreté : en Île-de-France, près de la moitié des ménages vivant sous le seuil de pauvreté y sont exposés. Les personnes seules, les familles monoparentales et les plus jeunes sont également particulièrement concernés. Par ailleurs, les propriétaires occupants pauvres apparaissent plus fortement touchés que les locataires. En 2021, qu'ils soient ou pas en situation de vulnérabilité énergétique, les ménages d'Île-de-France ont des dépenses énergétiques moins élevées que leurs homologues en France métropolitaine.

La situation de vulnérabilité énergétique d'un ménage est avant tout liée à la faiblesse de ses revenus.

En moyenne, les revenus plus élevés en Île-de-France qu'au niveau national impliquent une moindre pression des dépenses énergétiques dans le budget des ménages, et donc une vulnérabilité

moindre. Néanmoins, comme dans les autres régions, la part des ménages vulnérables est d'autant plus forte que leur niveau de vie est faible ► **figure 1**. Ainsi, parmi les 10 % de ménages les plus pauvres – dont le niveau de vie ne dépasse pas 11 970 euros –, la moitié se trouvent en situation de vulnérabilité. Cette proportion diminue rapidement à

mesure que les revenus s'accroissent et n'est plus que de 11 % pour les ménages appartenant au 3^e décile de niveau de vie – entre 16 065 et 19 580 euros. Au-delà du niveau de vie médian (25 850 euros), le taux de vulnérabilité devient marginal, et il est inférieur à 1 % parmi les 40 % des ménages les plus aisés.

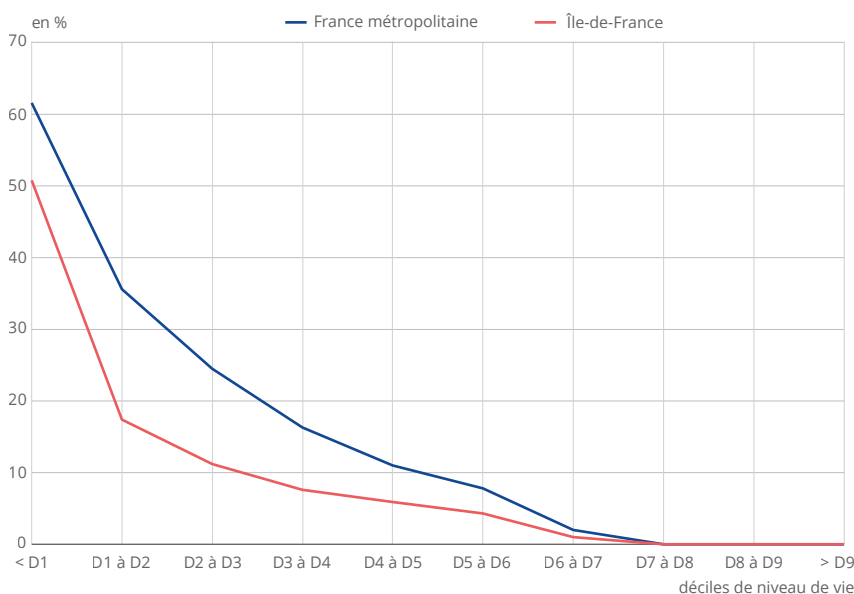
La décroissance du taux de vulnérabilité en fonction du décile de niveau de vie est beaucoup plus rapide en Île-de-France qu'au niveau national, compte tenu des revenus sensiblement plus élevés dans la région capitale. Mais même à niveau de vie donné, les ménages de la région sont moins souvent vulnérables qu'au niveau national, en raison de dépenses énergétiques moins élevées. Ainsi, 22 % des ménages franciliens dont le niveau de vie est inférieur à la médiane nationale sont vulnérables, contre 32 % pour l'ensemble des Français.

Six ménages exposés à la vulnérabilité sur dix sont pauvres

Les disparités de revenus sont plus fortes en Île-de-France, ce qui se traduit, en dépit d'un niveau de vie moyen supérieur, par un taux de pauvreté plus élevé.

Dans la région, 43 % des ménages vivant sous le **seuil de pauvreté** sont en situation de vulnérabilité énergétique, contre seulement 4,4 % des ménages non pauvres ► **figure 2**. Compte tenu de

► 1. Taux de vulnérabilité selon le décile de niveau de vie francilien en 2021



Lecture : Parmi les 10 % de ménages les plus pauvres, 51 % se trouvent en situation de vulnérabilité en Île-de-France contre 62 % en France métropolitaine.

Champ : Ménages en situation de vulnérabilité énergétique vivant en résidence principale en Île-de-France ou en France métropolitaine au 1^{er} janvier 2022, avec un revenu disponible positif.

Sources : Insee, Fidéli 2022 ; SDES, bilan annuel de l'énergie 2021 ; Ademe, base des DPE juillet 2022-juin 2023.

la proportion de ménages pauvres dans la région (16,1 %), il en résulte que la majorité des ménages vulnérables (six sur dix) vivent sous le seuil de pauvreté.

Cependant, des disparités s'observent entre les départements franciliens. À Paris, les ménages vulnérables sont essentiellement des ménages vivant sous le seuil de pauvreté (77 % des ménages vulnérables). Cette part décroît au fur et à mesure que l'on s'éloigne du cœur de la région : moins d'un ménage vulnérable sur deux vit sous le seuil de pauvreté dans la plupart des départements de grande couronne (à l'exception du Val-d'Oise, où cette part atteint 52 %).

Dans ces départements, même des ménages non pauvres doivent consentir à des dépenses énergétiques importantes au regard de leurs revenus, liées aux caractéristiques de leur habitat, telles que le fait de vivre dans une maison ou d'avoir un mode de chauffage plus dispendieux.

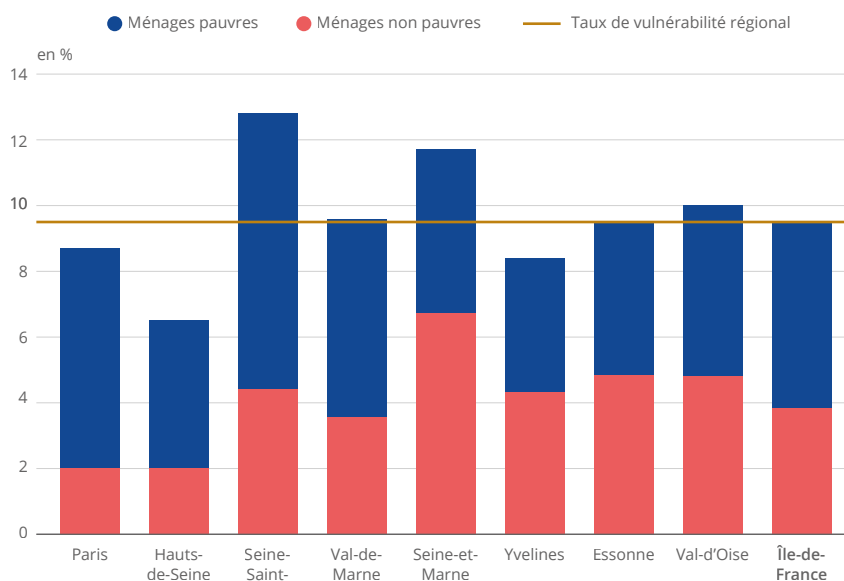
La vulnérabilité touche particulièrement les personnes seules et, parmi les familles, les monoparentales

Les situations de vulnérabilité énergétique varient selon la composition familiale du ménage. Ainsi, les couples avec enfant(s) sont les ménages les moins exposés à la vulnérabilité énergétique (2,2 %). Au contraire, les personnes seules, qui représentent à elles seules 70 % des ménages vulnérables, sont les plus exposées : elles sont proportionnellement deux fois plus souvent en situation de vulnérabilité que l'ensemble des ménages franciliens (17,2 % contre 9,5 % en moyenne dans la région) ► **figure 3**. Cette part est encore plus élevée en Seine-et-Marne, en Seine-Saint-Denis et dans le Val-d'Oise (respectivement 25 %, 22 % et 21 %).

Parmi les personnes seules, les femmes sont plus affectées que les hommes, et ce, dans l'ensemble des départements, à l'exception de Paris. C'est particulièrement le cas pour les femmes veuves et propriétaires, notamment en Seine-et-Marne (+6,7 points), dans les Yvelines et dans l'Essonne (+5,5 points pour ces deux départements).

Par ailleurs, les familles monoparentales sont plus exposées à la vulnérabilité énergétique que les couples avec ou sans enfant(s) (9,7 % contre 4,7 % pour les couples sans enfant et 2,2 % pour

► 2. Taux de vulnérabilité par département d'Île-de-France et répartition des ménages vulnérables selon leur pauvreté

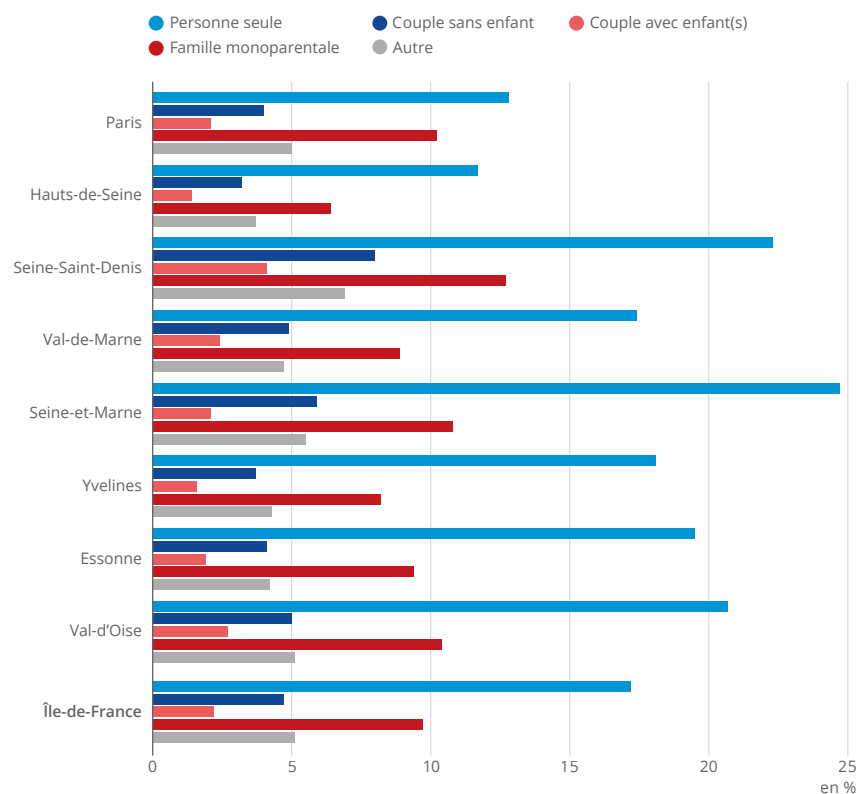


Lecture : Plus de trois quarts des ménages parisiens en situation de vulnérabilité énergétique vivent sous le seuil de pauvreté.

Champ : Ménages en situation de vulnérabilité énergétique vivant en résidence principale en Île-de-France au 1^{er} janvier 2022, avec un revenu disponible positif.

Sources : Insee, Fidéli 2022 ; SDES, bilan annuel de l'énergie 2021 ; Ademe, base des DPE juillet 2022-juin 2023.

► 3. Taux de vulnérabilité selon le type de ménage fiscal par département d'Île-de-France



Lecture : Près d'un quart des Seine-et-Marnais vivant seuls sont en situation de vulnérabilité énergétique.

Champ : Ménages vivant en résidence principale en Île-de-France au 1^{er} janvier 2022, avec un revenu disponible positif.

Sources : Insee, Fidéli 2022 ; SDES, bilan annuel de l'énergie 2021 ; Ademe, base des DPE juillet 2022-juin 2023.

ceux avec enfant(s)). Cela s'explique par leur niveau de vie en moyenne plus faible que celui des autres types de familles. Les familles monoparentales ont néanmoins, par rapport aux autres formes de ménages, plus souvent accès aux logements sociaux, en moyenne plus récents et mieux isolés, et bénéficient plus systématiquement d'aides sociales qui améliorent leurs conditions financières. Si tel n'était pas le cas, le taux de vulnérabilité des familles monoparentales serait en moyenne encore plus élevé.

L'impact de l'âge : un jeune sur quatre en situation de vulnérabilité énergétique

La proportion de ménages vulnérables varie sensiblement selon l'âge de la personne de référence. La vulnérabilité touche avant tout les ménages jeunes (moins de 25 ans) : 25,2 % d'entre eux sont en situation de vulnérabilité énergétique. Elle est aussi élevée chez les ménages dont la personne de référence a 65 ans ou plus avec un taux de 14,6 %. Entre ces deux âges, de 25 à 64 ans, la vulnérabilité

est nettement moins fréquente (7,1 %) ► **figure 4.**

À âge égal, le lieu de résidence joue également : un jeune sur cinq de 25 ans ou moins est en situation de vulnérabilité énergétique s'il vit en grande couronne, contre un sur quatre s'il vit en petite couronne et près d'un jeune sur trois s'il habite Paris. En effet, les jeunes habitent plus souvent à Paris et en petite couronne des logements du parc privé qui sont plus énergivores. Puisqu'ils ont des revenus plus faibles que leurs aînés, leur risque d'être vulnérable énergétiquement est accru.

L'analyse croisée de l'âge de la personne de référence et du département de résidence permet de dégager trois profils de territoires pour les âges extrêmes. À Paris, dans les Hauts-de-Seine, le Val-de-Marne, les Yvelines et le Val-d'Oise, les jeunes ménages sont les plus exposés à la vulnérabilité énergétique et à l'inverse les ménages plus âgés (65 ans ou plus) le sont moins. En Seine-et-Marne, la situation inverse s'observe : les jeunes sont moins concernés que les plus âgés.

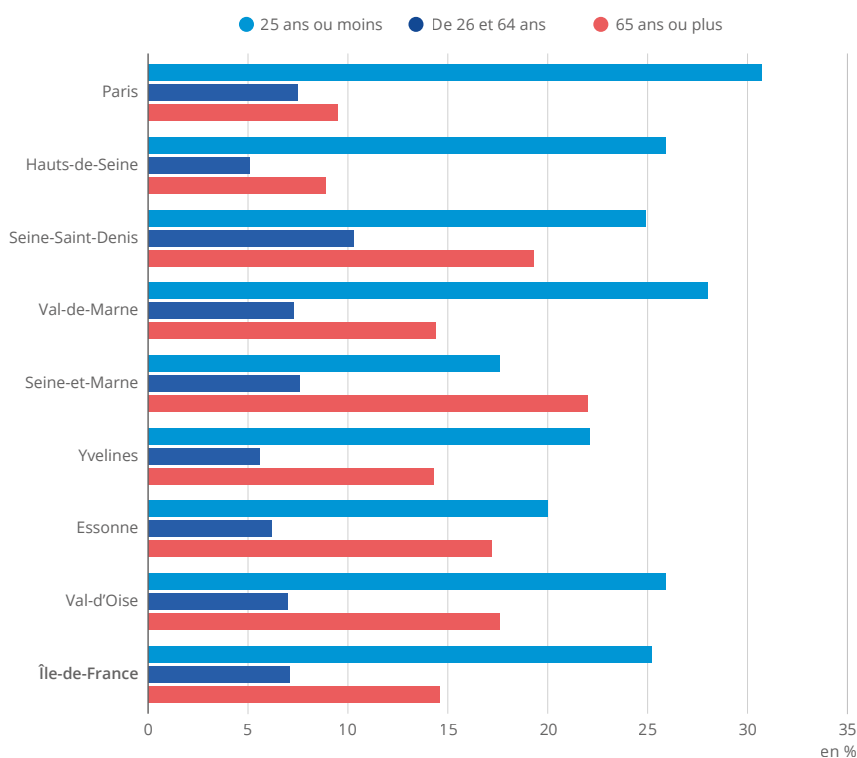
En Seine-Saint-Denis et dans l'Essonne, ces différences générationnelles sont moins fortes.

Les locataires du parc privé sont plus souvent en situation de vulnérabilité énergétique

Le statut d'occupation d'un logement est aussi un facteur discriminant quant à la situation de vulnérabilité énergétique. La situation diffère en Île-de-France comparativement au reste de la France métropolitaine. Ainsi, les locataires du parc privé francilien sont les plus touchés par la vulnérabilité énergétique (11,1 %), devant les locataires du parc social (9,2 %) et les propriétaires (8,8 %), alors que, au niveau national, les propriétaires sont les plus affectés ► **figure 5.**

En Seine-Saint-Denis, les taux de vulnérabilité sont les plus élevés de la région chez les locataires du parc privé (16,0 %) et les propriétaires (12,5 %), tandis que ces taux sont les plus faibles dans les Hauts-de-Seine (respectivement 8,8 % et 5,2 %).

► 4. Taux de vulnérabilité selon la tranche d'âge de la personne de référence du ménage par département d'Île-de-France



Lecture : 10 % des ménages séquanodionysiens dont l'âge de la personne de référence se situe entre 26 et 64 ans sont en situation de vulnérabilité énergétique.

Champ : Ménages vivant en résidence principale en Île-de-France au 1^{er} janvier 2022, avec un revenu disponible positif.

Sources : Insee, Fidéli 2022 ; SDES, bilan annuel de l'énergie 2021 ; Ademe, base des DPE juillet 2022-juin 2023.

Si les propriétaires de leurs logements subissent une moindre vulnérabilité énergétique que les locataires, cela résulte de leurs revenus en moyenne plus élevés. Cette hiérarchie selon le statut d'occupation des logements n'est pas vraie pour les ménages pauvres. Ainsi, 64 % des propriétaires vivant sous le seuil de pauvreté sont exposés à la vulnérabilité énergétique contre 38 % des locataires pauvres. À la différence des propriétaires, les locataires ne doivent pas supporter seuls les charges d'entretien de leur bâti. Ceci souligne plus généralement l'enjeu de la rénovation des logements, en particulier dans le parc privé, de la bonne qualité du parc social, qui est en moyenne plus récent, et des dispositifs de maîtrise des charges dans la lutte contre la précarité énergétique en Île-de-France.

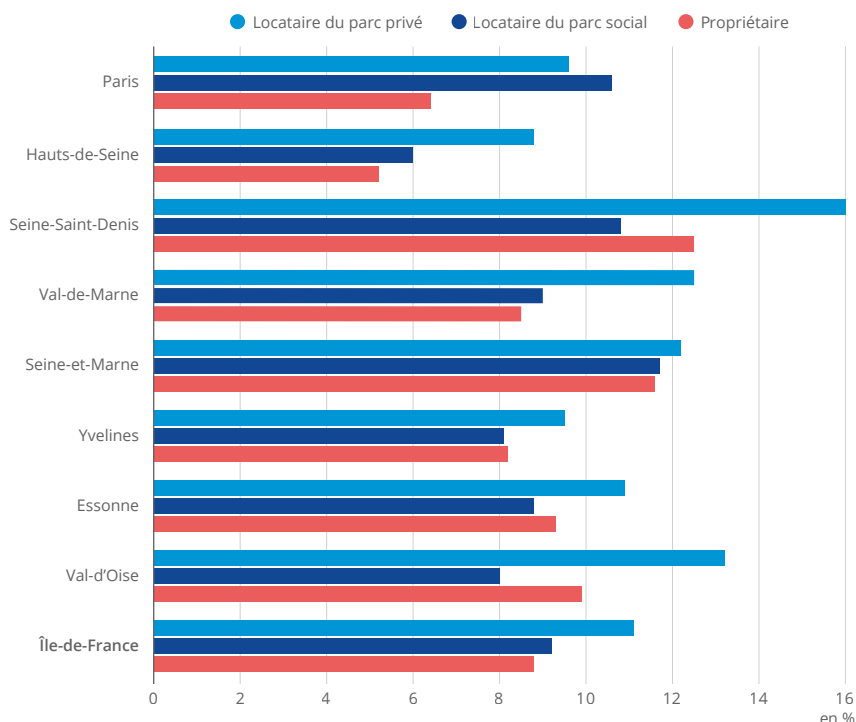
Les ménages vulnérables en Île-de-France doivent dépenser plus pour chauffer leur logement

Même lorsqu'ils sont en situation de vulnérabilité énergétique, les ménages franciliens font en moyenne face à des dépenses d'énergie moins élevées que dans le reste de la France. En Île-de-France, la dépense conventionnelle annuelle moyenne des ménages vulnérables atteint 2 160 euros, contre

2 530 euros à l'échelle de la France métropolitaine, en lien notamment avec des logements plus petits et des modes de chauffage différents. Ces dépenses sont en revanche nettement supérieures à la dépense énergétique conventionnelle moyenne des ménages en Île-de-France, qui s'élève à 1 570 euros par an.

La vulnérabilité énergétique recouvre au final des situations très différentes pour les ménages. Les caractéristiques de leur logement ont également une incidence (voir partie 3) ► **figure 6**. Certains ménages y sont confrontés avant tout parce qu'ils disposent de faibles ressources : ils vivent fréquemment dans de petits logements, le plus souvent des appartements, où les dépenses énergétiques restent limitées en montant mais pèsent fortement sur leur budget. D'autres ménages sont vulnérables pour une autre raison : ils occupent des logements plus grands, fréquemment des maisons, et font face à des dépenses énergétiques élevées, même lorsque leurs revenus sont supérieurs au seuil de pauvreté. Ces contrastes se traduisent par des niveaux de dépenses conventionnelles très différents, en moyenne de 1 650 euros par an pour les ménages vulnérables pauvres, contre 2 900 euros pour les ménages vulnérables non pauvres. ●

► 5. Taux de vulnérabilité selon le statut d'occupation de la personne de référence du ménage par département d'Île-de-France



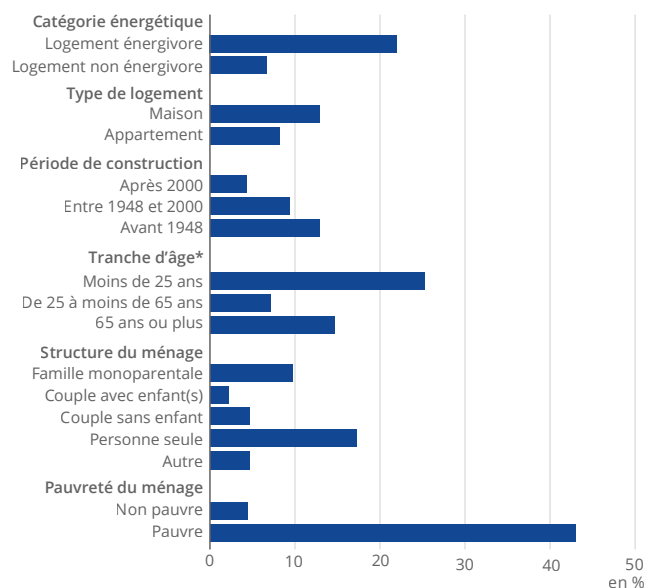
Lecture : 12,5 % des ménages val-de-marnais vivant en location dans le parc privé sont en situation de vulnérabilité énergétique.

Champ : Ménages vivant en résidence principale en Île-de-France au 1^{er} janvier 2022, avec un revenu disponible positif.

Sources : Insee, Fidéli 2022 ; SDES, bilan annuel de l'énergie 2021 ; Ademe, base des DPE juillet 2022-juin 2023.

► 6. Taux de vulnérabilité des ménages et répartition des ménages vulnérables selon diverses caractéristiques

a - Taux de vulnérabilité des ménages



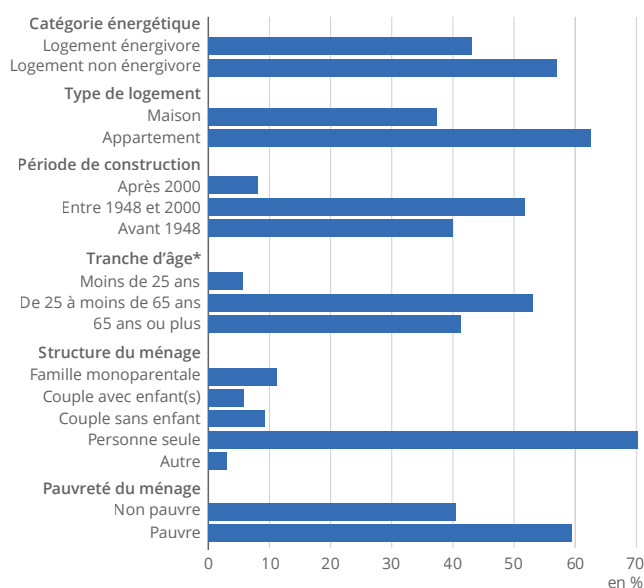
* Tranche d'âge de la personne de référence.

Lecture : 22 % des ménages franciliens vivant dans des logements énergivores sont en situation de vulnérabilité énergétique.

Champ : Ménages vivant en résidence principale en Île-de-France au 1^{er} janvier 2022, avec un revenu disponible positif.

Sources : Insee, Fidéli 2022 ; SDES, bilan annuel de l'énergie 2021 ; Ademe, base des DPE juillet 2022-juin 2023.

b - Répartition des ménages vulnérables



* Tranche d'âge de la personne de référence.

Lecture : Parmi les ménages franciliens vulnérables énergétiquement, 43,1 % vivent dans un logement énergivore.

Champ : Ménages en situation de vulnérabilité énergétique vivant en résidence principale en Île-de-France au 1^{er} janvier 2022, avec un revenu disponible positif.

Sources : Insee, Fidéli 2022 ; SDES, bilan annuel de l'énergie 2021 ; Ademe, base des DPE juillet 2022-juin 2023.